

L'an deux mille quatorze et le treize octobre, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 13 OCTOBRE  
2014**

**Date de convocation :** 6 octobre 2014

**Affiché le :** 16 octobre 2014

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 54, puis 53 à partir de la délibération n°208, puis 52 à partir de la délibération n°213, puis 51 à partir de la délibération n°224, puis 50 à partir de la délibération n°225, puis 51 à partir de la délibération n°227

**Nombre de votants :** 63 pour les délibérations n°193 à 224 et n°227 à 229 et 61 pour les délibérations n°225 et 226

**Nombre d'absents excusés :** 2 pour les délibérations n°225 et 226

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY – France MIRTO - André CAMBE – Stéphane GAUBIAC Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : Bernard CHARRASSE Bédoin : Luc REYNARD – Nathalie REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD – Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA – Serge ANDRIEU – Agnès MOISSON - Franck DUPAS – Yvette GUIOU – Joël BOTREAU jusqu'à la délibération n°223 incluse – Pauline DREANO - Jean-François SENAC – Gérard ROLLAND – Bernard BOSSAN - Jacqueline RENOU - Jean-Pierre CAVIN – Bruno GANDON - Peggy BERTOLUCCI – Hervé de LÉPINAU sauf pour les délibérations n°225 et 226- Guy BERNARD - Jeanne YVAN - Julien LANGARD jusqu'à la délibération n°212 incluse Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Michel JOUVE Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant d'Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES jusqu'à la délibération n°207 incluse La Roque Alric : pouvoir La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : Serge BASGUASCH (suppléant de François ILLE) Loriol du Comtat : Gérard BORGIO – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Roselyne SULTANA - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : André AIELLO Sarrians : Anne-Marie BARDET - Gérard VILLON - Véronique BAUDIN Suzette : Alain BRES (suppléant de Jean-Alain MAZAS) Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** – Christian GONNET a donné pouvoir à Sabine SOL - Joël BOTREAU a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN à partir de la délibération n°224 - Caroline BALAS a donné pouvoir à Francis ADOLPHE – Karine GUEZ a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI - Hélène CABASSY a donné pouvoir à Serge ANDRIEU – Danièle SIMONI a donné pouvoir à Hervé de LÉPINAU – Julien LANGARD a donné pouvoir à Jeanne YVAN à partir de la délibération n°213 – Julien AUBERT a donné pouvoir à Christian RIPERT – Jean-Paul ANRES a donné pouvoir à Michèle PLANTADIS à partir de la délibération n°208 - Francis JULLIEN a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT - Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Dominique BODON - Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Hervé de LÉPINAU et Danièle SIMONI pour les délibérations n°225 et 226

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Sabine SOL

**Délibération n°206-14**

**Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines**

**Objet : Dispositif indemnitaire**

**Conseil de Communauté du 10 octobre 2014**  
**Délibération n°206-14**  
**Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines**  
**Objet : Dispositif indemnitaire**

**Le Conseil de Communauté,**

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT), notamment ses articles L5211-4-1 et L5211-4-2,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires, notamment ses articles 88 et 111,

Vu le décret no 91-875 du 6 septembre 1991, pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002, relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires dans la fonction publique d'Etat,

Vu le décret n°2002-61 du 14 janvier 2002 relatif à l'indemnité d'administration et de technicité,

Vu la délibération du conseil communautaire n°144-13 du 4 novembre 2013 approuvant le dispositif indemnitaire des agents de la CoVe, notamment l'article 4-2 du Titre I Chapitre I, relatif aux bénéficiaires des indemnités horaires pour travaux supplémentaires, l'article 1-2 du Titre I Chapitre II, relatif à l'indemnité pour travail les jours fériés ou habituellement chômés, et le Titre III Chapitre II, relatif aux transferts de personnels,

Vu la délibération du conseil communautaire du 13 octobre 2014 approuvant la création d'un service commun de direction générale,

Vu l'avis du comité technique de la CoVe du 18 septembre 2014,

Considérant qu'il est opportun d'ouvrir la possibilité de rémunérer certaines heures supplémentaires réalisées lors de festivités aux agents du service Culture et Patrimoine,

Considérant qu'il est opportun d'ouvrir la possibilité de rémunérer certaines heures supplémentaires aux agents du service des systèmes d'information et télécommunications, notamment lorsque ces heures sont réalisées sur des créneaux atypiques,

Considérant qu'il est opportun d'étendre le bénéfice de l'indemnité pour travail les jours fériés ou habituellement chômés aux chefs d'équipes de collecte des déchets,

Considérant que, dans le cadre de la création d'un service commun de direction générale, il est nécessaire d'adopter la prime de responsabilité de certains emplois administratifs de direction,

Considérant qu'il est opportun d'étendre au cas du transfert de personnel dans le cadre de la création d'un service commun, sur le fondement de l'article L5211-4-2 du CGCT, les règles du dispositif indemnitaire des agents de la CoVe applicables en cas de transfert de compétence, sur le fondement de l'article L5211-4-1 du CGT,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1** : D'APPROUVER les modifications suivantes de l'article 4-2 du Titre I Chapitre I du dispositif indemnitaire susvisé, relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires :

**Article 1-1** : à l'article 4-2-1 fixant les cadres d'emplois des bénéficiaires :

- après le paragraphe « - *adjoints d'animation* » le paragraphe « - *adjoints du patrimoine* » est ajouté,

Approuvé de réception en préfecture  
084-24840053-20141013-d206-14-DE  
Date de télétransmission : 17/10/2014  
Date de réception préfecture : 17/10/2014

- après le paragraphe « - *techniciens* » le paragraphe « - *assistants de conservation du patrimoine* » est ajouté.

**Article 1-2 :** au sein du tableau figurant à l'article 4-2-1, fixant les services, unités de travail ou fonctions concernés :

- à la quatrième ligne seconde colonne du tableau le paragraphe suivant est ajouté :  
« *Service Culture et Patrimoine, dans la limite de 225 heures par an* »
- la ligne suivante est ajoutée au tableau :

Direction des ressources et moyens	Service des systèmes d'information et télécommunications, dans la limite de 100 heures par an
------------------------------------	---

**Article 2 :** D'AUTORISER l'ajout, à la fin du 4<sup>ème</sup> alinéa de l'article 1-2 du Titre I Chapitre II du dispositif indemnitaire susvisé, relatif à l'indemnité pour travail les jours fériés ou chômés, les mots « *à l'exception des chefs d'équipes de collecte du service de gestion des déchets* ».

**Article 3 :** D'APPROUVER la création, au sein du même chapitre, relatif aux bases juridiques du dispositif, d'un article rédigé comme suit :

**« ARTICLE 13 : PRIME DE RESPONSABILITE DES EMPLOIS ADMINISTRATIFS DE DIRECTION**

*Décret n° 88-631 du 6 mai 1988, relatif à l'attribution d'une prime de responsabilité à certains emplois administratifs de direction*

*Le fonctionnaire titulaire ou l'agent non titulaire affecté sur l'emploi fonctionnel de directeur général des services de la communauté d'agglomération peut bénéficier de la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction.*

*Cette prime est calculée en appliquant, au montant du traitement soumis à retenue pour pension du bénéficiaire, un taux individuel fixé entre 0 et 15 %.*

*Le versement est interrompu lorsque le bénéficiaire n'exerce pas la fonction correspondant à son emploi, sauf cas de congé annuel, d'utilisation d'un compte épargne-temps, de maladie ordinaire, de maternité ou de congé pour accident de service.*

*Dans cette hypothèse, le directeur général adjoint ou le directeur adjoint chargé de l'intérim du fonctionnaire défaillant peut, pendant la même période, se voir attribuer cette prime dans les mêmes conditions.*

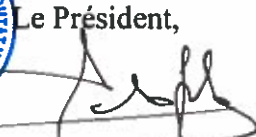
*Celle-ci peut être cumulée avec la prime de fonctions et de résultats. »*

**Article 4 :** D'APPROUVER le remplacement, au 1<sup>er</sup> alinéa et à l'article 1 du Titre III Chapitre II du dispositif indemnitaire susvisé, relatif aux transferts de personnels, de l'expression « *de l'article L5211-4-1 du code général des collectivités territoriales* » par l'expression « *des articles L5211-4-1 et L5211-4-2 du code général des collectivités territoriales* ».

Transmis en Préfecture le :

Publication par affichage le :

Exécutoire le :

Fait les jour, mois et an ci-dessus  
Pour extrait certifié conforme  
Le Président,  
  
Francis ADOLPHE

En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nîmes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Accusé de réception en préfecture  
084-24840053-20141013-d206-14-DE  
Date de télétransmission : 17/10/2014  
Date de réception préfecture : 17/10/2014